

**Pouvoir adjudicateur** : UGECAM PACA CORSE  
Siège : 42 boulevard de la Gaye 13 009 Marseille

**Service Marchés publics** :  
IUR Valmante – BP 83  
42 boulevard de la Gaye  
13275 Marseille cedex 9

## Appel d'offres ouvert\*

---

### *CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)*

---

## **Lot 2 : Location longue durée de véhicules Accord-Cadre multi-attributaires relatif à l'acquisition/location longue durée de véhicules pour les établissements de l'UGECAM PACA et Corse**

## Table des matières

Préambule .....	4
Présentation du groupe UGECAM National .....	4
Présentation du groupe UGECAM PACA CORSE .....	4
Article 1 : Dispositions générales .....	5
1.1 – Présentation de l'accord-cadre .....	5
1.2 – Modes d'acquisition des véhicules .....	7
1.3 – Forme des accords-cadres .....	7
Article 2 – Décomposition de l'accord-cadre .....	7
2.1 – Décomposition en tranches .....	7
2.2 – Allotissement .....	7
Article 3 – Caractéristiques techniques minimales exigées .....	8
Article 4 – Dispositions communes aux 2 lots .....	9
Article 5 – Durée de l'accord-cadre – bons de commande – marchés subséquents .....	11
Article 6 – Exclusivité de l'achat .....	11
Article 7 – Modalités de lancement des marchés subséquents conclus sur la base de l'accord-cadre .	11
7.1 - Documents constituant le marché subséquent sur la base de l'accord cadre .....	11
7.2 – Délai de réponse des marchés subséquents sur la base de l'accord-cadre .....	11
Article 8 – Modalités de livraison des véhicules des marchés subséquents conclus sur la base de l'accord-cadre .....	11
8.1 – Organisation de la livraison des véhicules sur site .....	11
<b>NB : L'UGECAM PACA et Corse se réservera la possibilité de faire livrer les véhicules destinés à la MAS Bastia, dans les établissements du Var.</b> .....	12
8.2 – Contrôle à la livraison des véhicules sur site .....	12
Article 9 – Dispositions spécifiques à la location longue durée .....	12
9.1 – Prestations attendues .....	12
9.2 – Réajustement du couple durée/kilomètre en cours de location .....	13
9.3 – Suivi de la sinistralité .....	13
9.4 – Options non obligatoire : Outil informatique de gestion administrative du parc de véhicules loués .....	13
9.5 – Prestations associées à la LLD .....	14
9.5.1 – Assistance .....	14
9.5.2 – Fourniture, pose et dépose et stockage des pneumatiques .....	15
9.5.3 – Véhicules de remplacement .....	16

9.6 – Restitution des véhicules.....	16
Article 10 – Obligations spécifiques du titulaire dans le cadre des prestations de LLD.....	17
10.1 – Catalogue.....	17
10.2 – Transparence des devis .....	18
10.3 – Transparence des éléments de calcul .....	18
10.4 – Flexibilité des contrats.....	18
10.5 – Transparence des loyers.....	18
10.6 – Etablissement de la facture de fin de location .....	18
Article 11 – Variante imposée .....	19
Article 11.1 – Assurance .....	19
Article 11.2 – Entretien.....	20
Article 12 – Obligation de conseil.....	20
Article 13 – Désignation des responsables techniques par site .....	20

## Préambule

### Présentation du groupe UGECAM National

Avec plus d'1 milliard de chiffre d'affaires, l'Union pour la Gestion des Etablissements des Caisses d'Assurance Maladie est le 1er opérateur de santé privé non lucratif, particulièrement impliqué dans les domaines des soins de suite et de réadaptation (10% de l'offre nationale en rééducation fonctionnelle, 7% des Soins de Suite) et le secteur médico-social (17% de la réinsertion professionnelle des travailleurs handicapés). Le GROUPE UGECAM compte 225 établissements, 14 500 lits et places, 13 500 professionnels en France.

Ses missions se résument en 3 points :

- ✓ Soigner, rééduquer : le GROUPE UGECAM soigne et rééduque toute personne en perte d'autonomie ou en situation de handicap, quel que soit son âge
- ✓ Réinsérer : pour les personnes isolées par le handicap ou la maladie, le GROUPE UGECAM développe des programmes de réinsertion dans la vie dite ordinaire (dont la réinsertion professionnelle)
- ✓ Accompagner au quotidien : le GROUPE UGECAM prend en charge les personnes âgées dépendantes et les personnes en situation de handicap lourd (physique ou mental), ayant besoin de soins à vie, au quotidien, dans des structures adaptées.

### Présentation du groupe UGECAM PACA CORSE

L'UGECAM PACA-CORSE se compose de 26 établissements de soins développant soit des activités de soins de suite et de réadaptation fonctionnelle soit des activités médico-sociales orientées sur la prise en charge des enfants, adolescents ou adultes handicapés. Ses objectifs principaux sont d'accompagner au niveau régional, les établissements de santé appartenant au réseau de l'assurance maladie dans la gestion de leurs orientations stratégiques, de leur patrimoine et de leurs ressources.

Répartis sur les départements des Alpes de Haute Provence, Hautes-Alpes, Bouches du Rhône, Alpes Maritimes, Var, Vaucluse et Corse, les établissements comptent environ 1740 salariés, 2300 usagers et 1556 lits.

## Article 1 : Dispositions générales

### 1.1 – Présentation de l'accord-cadre

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières a pour objet un accord-cadre multi-attributaires relatif à la location longue durée de véhicules neufs ou d'occasion pour les établissements sanitaires et médicaux sociaux de l'UGECAM PACA et Corse.

La présente consultation consiste principalement en :

- La mise à disposition des véhicules,
- La fourniture de gilets de sécurité, d'un triangle de pré-signalisation, 2 éthylotests, une trousse de secours ainsi qu'une boîte d'ampoules de rechange,
- La pose de la sérigraphie (l'UGECAM PACA & Corse fournira la charte graphique) en option,
- L'immatriculation,
- La carte grise,
- La livraison sur chaque site,
- La mise en service,
- L'entretien et la maintenance,
- La proposition d'un contrat d'assurance

Les titulaires pourront répondre au présent accord cadre avec plusieurs marques constructeurs. Ils répondront ensuite obligatoirement avec une seule marque lors des marchés subséquents.

A titre indicatif, voici les achats de véhicules réalisés sur les 4 dernières années :

Type de véhicules	Nombre acheté en 2021	Nombre acheté en 2022	Nombre acheté en 2023	Nombre acheté en 2024
Véhicules de 2 à 8 places sauf ludospaces	19	9	9	16
Véhicules ludospaces	11			1
Véhicules de transport 7 à 9 places type minibus	15	2		8
TPMR	2			1

Dans le cadre du présent accord cadre et de la gestion de sa flotte automobile, l'UGECAM PACA et Corse arbitrera entre achat (lot 1) et location (lot 2) lors du lancement des marchés subséquents sur la base d'étude TCO (Coût Total d'Acquisition).

Les Détails Quantitatifs Estimatifs (DQE) de l'Accord Cadre sont donnés à titre indicatif et n'engagent pas l'UGECAM PACA & Corse.

La durée de chaque marché subséquent sera déterminée lors de sa passation.

Les marchés subséquents de LLD pourront avoir un terme d'exécution au-delà du terme d'application de l'accord-cadre, sans dépasser 2 ans après la date de fin d'exécution de l'accord-cadre (expiration du marché en cours).

Les conditions de prolongation des marchés subséquents seront transmises par le titulaire lors du dépôt de son offre. Elles seront évaluées dans le cadre de l'analyse techniques des offres.

L'accord-cadre est régi par les cahier des clauses techniques particulières des lots 1 et 2.

Le parc automobile de l'UGECAM PACA Corse est actuellement composé d'environ 210 véhicules légers et utilitaires. Le détail du parc automobile de l'UGECAM PACA & Corse est fourni en annexe 3 du présent CCTP.

Les grands axes de la politique achats de 2025 à 2028 sont :

- **Acquisition mutualisée de modèles standardisés** : des segments de référence définis (véhicules de service), des plafonds financiers fixés, ainsi qu'une restriction des options d'équipement des véhicules.
- **Rajeunissement du parc auto** : amélioration de l'âge moyen des véhicules pour contribuer à la maîtrise du coût de possession et du taux de pollution moyen du parc.
- **Augmentation des achats de motorisations hybrides et électriques et limitation des diesels** : évolution des motorisations et introduction de véhicules propres confirmées : acquisition de véhicules à faibles émissions, limitation de la puissance, le recours aux motorisations essence et la limitation de la motorisation diesel (selon kilométrage prévisionnel).

Les véhicules fournis doivent obligatoirement respecter les normes environnementales en vigueur et présentées ci-dessous pour les véhicules de tourisme. Toute dérogation étant soumise et argumentée auprès de la Direction de l'activité ou de la DAF de l'organisme.

Obligations	Préférences
Norme euro 6D full	Catalyseurs DeNOx (diesel)
Filtre à particule (diesel)	Faible nuisance sonore
Etiquette A énergie (< ou = 1000€/15 000km)	Taux de recyclage élevé
Faible émission de CO2 pour véhicules thermiques ou hybride non rechargeable (< ou = 110g/km)	
Electrique/hybride rechargeable <50g/km	
Bonus ou neutre	

## 1.2 – Modes d'acquisition des véhicules

Pour le lot 2, l'acquisition des véhicules sera proposée sous forme :

- De location longue durée de véhicules neufs ou d'occasion (LLD)

## 1.3 – Forme des accords-cadres

Pour chaque lot, le marché public conclu est un accord-cadre multi-attributaire à bons de commande et marchés subséquents pour les montants maximums indiqués dans le CCAP.

## Article 2 – Décomposition de l'accord-cadre

### 2.1 – Décomposition en tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

### 2.2 – Allotissement

La procédure est composée de 2 lots définis comme suit :

- **Lot 1 : Acquisition de véhicules**
- **Lot 2 : Location longue durée de véhicules**

Chacun de ces lots est attribué à 3 titulaires distincts, sous réserve d'un nombre suffisant de candidats et d'offres. Les titulaires seront remis en concurrence à la survenance du besoin pendant toute la durée de l'accord cadre.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

Ils pourront répondre à l'ensemble ou à une partie des sous-lots composant un lot (c'est-à-dire des différents types de véhicules décrits ci-dessous). Ils préciseront l'étendue de leur offre en remplissant les annexes 1 et 2 du CCTP – Etendue de l'offre).

Les véhicules concernés par la location longue durée seront les suivants :

- Véhicules de 2 à 5 places sauf ludospaces
  - Les principaux segments automobiles : BO, A, B, B plus, C, M1 plus, D, H, H1.

L'UGECAM PACA & Corse se réserve le droit d'avoir accès à la totalité de l'offre des titulaires du lot en cas de besoin spécifique (dans les limites de la catégorie « véhicules de 2 à 8 places »).

- Les motorisations : essence, diesel, hybride, hybride rechargeable, Range Extender, Véhicule électrique. Les soumissionnaires pourront également proposer des véhicules hybride GPL ou Bio Ethanol mais non obligatoire.

Les principaux segments automobiles concernés sont les suivants :

NOM	TYPE
BO	Micro urbaines
A	Citadines
B1	
B	Polyvalentes
B2	
B+	Citadines monospaces
C	Compactes
M1	

- Véhicules 5 places ludospaces
  - o Les segments automobiles : ludospaces
  - o Les motorisations : essence, diesel, hybride, hybride rechargeable, Range Extender, véhicule électrique.
- Véhicules de transport 7 places (type VP) et 9 places (type minibus)
  - o Les segments automobiles : mini vans, minibus, ...
  - o Les motorisations : essence, diesel, hybride, hybride rechargeable, Range Extender, véhicule électrique.

Les véhicules électriques seront livrés avec leurs batteries. Celles-ci pourront toujours être acquises en pleine propriété, et louées si le titulaire les propose à la location. Pour tous les lots le titulaire a chiffré dans son offre l'achat du véhicule avec sa batterie.

Tous les véhicules électriques devront être livrés avec un câble permettant la recharge.

## Article 3 – Caractéristiques techniques minimales exigées

Les caractéristiques, décrites ci-après par lot, doivent être considérées comme minimales. Les véhicules légers et utilitaires sont susceptibles de faire l'objet de demandes d'équipements et d'aménagements spécifiques selon les besoins de l'UGECAM PACA CORSE.



## Article 4 – Dispositions communes aux 2 lots

Les véhicules de chaque lot seront blancs, non métallisés, normes de dépollution Euro 6D full.

Tous les titulaires de l'accord cadre devront être en mesure de proposer la sérigraphie en options. L'UGECAM pourra demander que la sérigraphie soit effectuée par le titulaire notifié au marché subséquent avant la livraison du véhicule. Dans ce cas la charte graphique sera fournie par l'UGECAM PACA & Corse pour sa réalisation.

A titre d'exemple, l'UGECAM PACA et Corse utilise les deux types de sérigraphies ci-dessous :

### 1. Simple,



### 2. Elaboré





Les titulaires devront pouvoir proposer les deux types de marquages.

Les véhicules de chaque lot seront obligatoirement pourvus au minimum des équipements suivants :

- Direction assistée,
- Climatisation,
- Système audio avec kit main libre Bluetooth,
- Tapis caoutchouc,
- Roue de secours ou kit de réparation (le choix sera précisé dans le cadre des marchés subséquents)

Les véhicules de chaque lot devront comporter obligatoirement les gilets de sécurité équivalant au nombre de places assises du véhicule, un triangle de pré-signalisation, 2 éthylotests, une trousse de secours ainsi qu'une boîte d'ampoules de rechange adaptée à chaque véhicule.

Les véhicules de chaque lot devront être livrés avec la carte grise sur le site demandeur, les frais d'immatriculation et de mise en service inclus, sur chaque site de l'UGECAM PACA et Corse avec une formation à la prise en main des véhicules.

Les véhicules de chaque lot devront être livrés sur le site demandeur avec le réservoir plein de carburant.

**Les frais de livraison sur site sont inclus dans le prix indiqués au DQE de chaque lot.**

**Le périmètre de l'entretien est précisé par le titulaire dans le cadre de la réponse aux marchés subséquents.**

## Article 5 – Durée de l'accord-cadre – bons de commande – marchés subséquents

L'accord-cadre est conclu pour une période contractuelle initiale allant de sa date de notification pour une durée d'un an. L'accord-cadre pourra être reconduit 3 fois par période de 12 mois pour une durée totale de 4 ans. Les modalités de reconduction sont spécifiées dans à l'article 3 du cahier des charges administratives particulières.

## Article 6 – Exclusivité de l'achat

Pour les accords-cadres multi attributaires, et les marchés subséquents qui en découlent : seuls les titulaires de l'accord -cadre peuvent se voir attribuer des marchés subséquents.

Toutefois, l'UGECAM Paca Corse pourra déroger à la règle de l'exclusivité, dans l'un des cas suivants :

- Absence de réponse de l'ensemble des titulaires
- Urgence impérieuse ou urgence simple

Si les entreprises attributaires sont dans l'impossibilité d'assurer la prestation, l'UGECAM Paca Corse se réserve le droit de passer commande à un autre prestataire, sans avoir à justifier sa démarche auprès dudit ou desdits titulaire(s) ou à verser à ce(s) dernier(s) une quelconque indemnité.

## Article 7 – Modalités de lancement des marchés subséquents conclus sur la base de l'accord-cadre

### 7.1 - Documents constituant le marché subséquent sur la base de l'accord cadre

Les titulaires de chaque lot de l'accord-cadre recevront par courriel un dossier de consultation des entreprises du marché subséquent intégrant **la description des véhicules souhaités**. L'UGECAM PACA & Corse prévoit de lancer une opération annuelle d'achat/location de véhicules mais pourra réaliser d'autres marchés subséquents exceptionnels dans le courant de la même année en cas de survenance de nouveaux besoins.

### 7.2 – Délai de réponse des marchés subséquents sur la base de l'accord-cadre

Le délai de réponse sera précisé dans chaque dossier de consultation (marché subséquent).

Les délais prévisionnels de réponse aux marchés subséquents sont fixés à quinze (15) jours.

## Article 8 – Modalités de livraison des véhicules des marchés subséquents conclus sur la base de l'accord-cadre

### 8.1 – Organisation de la livraison des véhicules sur site

Dès que les véhicules sont prêts à être livrés, il conviendra de contacter chaque responsable technique de l'établissement concerné cité à l'article 11 du présent CCTP pour une prise de rendez-vous.

NB : L'UGECAM PACA et Corse se réservera la possibilité de faire livrer les véhicules destinés à la MAS Bastia, dans les établissements du Var.

## 8.2 – Contrôle à la livraison des véhicules sur site

Le responsable technique contrôlera à la livraison des véhicules les points suivants :

- Fourniture des véhicules blancs immatriculés et sérigraphiés aux couleurs de l'UGECAM PACA & Corse avec le plein de carburant. La sérigraphie est à prévoir par les titulaires de chaque lot. L'UGECAM PACA & Corse leur fournira la charte graphique au moment de la notification du marché subséquent.
- Mise en service avec une formation à la prise en main du véhicule
- Fourniture de la carte grise au nom de : UNION DE GESTION DES ETABLISSEMENTS DE CAISSE D'ASSURANCE MALADIE PACA & CORSE (UGECAM PACA & Corse)
- La fourniture de gilets de sécurité équivalant au nombre de places assises du véhicule, d'un triangle de pré-signalisation, 2 éthylotests, une trousse de secours ainsi qu'une boîte d'ampoules de rechange adaptée à chaque véhicule livré.

Il sera fait application des pénalités mentionnées à l'article 27 du CCAP en cas de mauvaise exécution des dispositions de l'accord-cadre et du marché subséquent.

## Article 9 – Dispositions spécifiques à la location longue durée

### 9.1 – Prestations attendues

Par location longue durée (LLD), est entendu en prestation de base :

- La location longue durée de véhicules automobiles,
- Les démarches en préfectures pour l'obtention des cartes grises et la fourniture et la pose des plaques d'immatriculations,
- L'assistance, dépannage et la mise à disposition de véhicules de remplacement
- L'entretien dont la fourniture, la pose et la dépose des pneumatiques du véhicule
- Les réajustements du couple durée/kilomètre en cours de location,

Les contrats LLD doivent couvrir des durées de 24 à 72 mois.

Les titulaires pourront proposer des véhicules neufs ou d'occasion.

Les différentes durées et couples Km/durées sont fixés par l'annexe financière lors des marchés subséquents.

L'ensemble des véhicules loués doit impérativement respecter les normes européennes et françaises en matière de :

- Sécurité,
- Respect de l'environnement/pollution,
- Consommation de carburant,
- Pour les véhicules d'occasion : avoir moins de 20 000 kms au compteur et /ou moins de 2 ans de mise en circulation à la date de livraison ou du 1<sup>er</sup> loyer (pour les véhicules d'occasion).

## 9.2 – Réajustement du couple durée/kilomètre en cours de location

Le Titulaire a une obligation de conseil à travers l'optimisation de la location. Il doit ainsi proposer de modifier le couple durée/kilomètre en cas d'écart kilométrique à la hausse comme à la baisse pour chaque véhicule.

S'ils sont acceptés par l'établissement, ces réajustements en cours de location donnent lieu à un changement du couple durée/kilomètre en cas de diminution ou de dépassement du kilométrage initial ou de modification de la durée prévu au contrat pour le restant à vivre du contrat.

A défaut, et s'ils n'entrent pas dans le pourcentage de tolérance, les kilomètres supplémentaires donneront lieu à facturation au moment de la restitution du véhicule.

## 9.3 – Suivi de la sinistralité

Le Titulaire doit adresser, sous format électronique (Excel ou équivalent), un état des sinistres trimestriel à l'établissement adhérent. Cet état doit préciser au minimum les mentions suivantes :

- La date de survenance du sinistre ;
- La nature (corporelle ou matérielle) du sinistre ;
- Le numéro d'immatriculation du véhicule sinistré ;
- La garantie concernée ;
- Le taux de responsabilité ;
- La charge totale ;
- La somme éventuellement provisionnée.

## 9.4 – Options non obligatoire : Outil informatique de gestion administrative du parc de véhicules loués

Les titulaires sont invités à proposer la mise à disposition d'un système informatisé de gestion en temps réel de la flotte de l'établissement bénéficiaire, accessible en mode SAAS. Le coût de cette option sera obligatoirement indiqué dans l'offre du candidat.

Ce système permettrait un reporting d'indicateurs nécessaires au suivi rigoureux de la gestion du parc parmi lesquels :

- Le suivi des commandes en cours ;
- Le suivi des véhicules dont le contrat de location est en cours (type de véhicule, marque, modèle, couple durée/kilométrage retenu, kilométrage en cours, etc.) ;
- Le suivi de l'entretien et des changements de pneumatiques des véhicules ;
- Le suivi de tous les postes de dépenses liés au parc ;
- L'information en temps réel de toute anomalie ;
- La facturation détaillée ;
- La fourniture des états fiscaux permettant de déterminer la valeur locative ;
- La fourniture d'une synthèse des sinistres ;
- La communication des coordonnées des garages agréés pour l'entretien des véhicules.



Modalités de connexion : chaque établissement de l'UGECAM PACA et Corse concerné par ce marché doit disposer d'un accès sécurisé au site Internet. Il pourra être créé un profil utilisateur (identifiant + mot de passe) unique ou multiple (liste des bénéficiaires à transmettre par l'établissement adhérent). Le titulaire doit fournir aux utilisateurs du site un mode d'emploi des fonctionnalités sous forme d'aide en ligne ou notice papier.

Le titulaire organisera et dispensera une formation du service gestionnaire à l'utilisation de son outil de gestion en ligne. En cas d'évolution de l'outil en ligne en cours du marché, le Titulaire s'oblige à assurer la formation des utilisateurs des établissements adhérent au groupement.

A titre exceptionnel, un établissement peut demander au Titulaire la communication sur support bureautique de type Excel la communication d'autres données relatives à la gestion du parc non accessibles en ligne.

Disponibilité : l'outil en ligne doit être disponible pour l'établissement bénéficiaire, dans un délai de 30 jours ouvrés à compter de l'adhésion de celui-ci au marché et ses membres. Le système doit être disponible à minima les jours ouvrés, de 7 heures à 19 heures. En cas de défaillance, le Titulaire dispose d'un délai de 48 heures après l'ouverture d'un ticket d'incident pour remettre en état l'outil.

## 9.5 – Prestations associées à la LLD

### 9.5.1 – Assistance

Elle sera active 365 jours sur 365 et 24 heures sur 24 dès 0 km.

En cas de panne, accident et tentative de vol, entraînant une immobilisation totale du véhicule, le Titulaire interviendra au minimum en France et dans l'Union Européenne en organisant les opérations d'assistance.

L'assistance est valide 24H/24 et 7j/7 y compris les jours fériés. Elle comprend :

- Le dépannage sur place si le véhicule est réparable en cas de panne mécanique.
- Le remorquage au garage de la marque le plus proche si le véhicule n'est pas réparable sur place ou un garage convenu entre le responsable de parc et le Titulaire.

Le Titulaire organise et prend en charge, dans ce cas, au minimum, les prestations suivantes :

- Taxi : les transferts du lieu de l'événement jusqu'à la station de prise en charge du véhicule de secours (prêt de véhicule) ou jusqu'à l'hôtel ou le retour au domicile (en cas de proximité) du collaborateur de chacun des Bénéficiaires.
- La mise à disposition d'un véhicule d'urgence de catégorie au moins équivalente pour au minimum 72 heures sans facturation complémentaire.

Les missions d'assistance et de dépannages sont comprises dans le loyer mensuel et ne donne pas lieu à refacturation.

### 9.5.2 – Fourniture, pose et dépose et stockage des pneumatiques

Les véhicules peuvent être équipés de pneumatiques permettant de moins consommer de carburant et donc d'émettre moins de CO2 afin de contribuer à la protection de l'environnement.

Tous les véhicules sont systématiquement équipés d'une roue de secours ou d'un kit anti crevaison ou bien le prestataire peut proposer la roue de secours en option si le véhicule n'en dispose pas.

Aucun véhicule, véhicules légers, ne sont équipés de pneumatiques rechapés.

La prestation comprend la prise en charge de tous les frais liés au changement des pneumatiques à l'identique de ceux montés à l'origine et inclut la dépose de l'ancienne enveloppe puis la pose de la nouvelle, le changement de la valve et l'équilibrage.

Il est prévu systématiquement le remplacement des pneumatiques suite à un choc ou une crevaison ou un acte de vandalisme.

Les pneumatiques peuvent aussi être changés dans les réseaux spécialisés agréés par le Titulaire ou bien dans le réseau du constructeur à l'occasion par exemple d'une intervention de maintenance.

Le nombre de pneumatiques sont ceux prévus dans le marché subséquent. A la fin du contrat un décompte du nombre de pneumatiques doit être réalisé dans la facture de fin de contrat. Ce décompte donnera lieu à un titre de recette en cas de non consommation ou à une facture supplémentaire en cas de surconsommation.

Il est entendu que le décompte prend en compte le loyer pneus afférent lors de la souscription du contrat. C'est sur cette seule base connue que sont facturés ou remboursés le(s) pneumatique(s), selon le mode opératoire décrit ci-dessous.

Le décompte s'applique selon la formule ci-dessous :

→ Valeur consommée = (Nombre de pneumatiques réellement consommés / Nombre de pneumatiques prévu au contrat) \* Somme des loyers mensuels

→ X = Forfait – Valeur consommée

Dans laquelle :

X = valeur de l'avoir ou de la facture supplémentaire

Si X > 0 alors il s'agit d'une recette pour le Bénéficiaire prenant la forme d'un titre de recette.

Si X < 0 alors il s'agit d'une recette pour le Titulaire prenant la forme d'une facture.

Le nombre de pneumatiques prévu pour les véhicules par contrat est :

- Pour les contrats de 0 à 30 000 km : pas de changement de pneumatiques sauf si le niveau d'usure de la sculpture arrive au même niveau que le témoin d'usure,
- A partir de 30 000 km : 2 pneus
- Pour les contrats de 60 000 km : 4 pneus
- Pour les contrats de 80 000 km : 6 pneus
- Pour les contrats de 90 000 km : 6 pneus
- Pour les contrats de 120 000 km et plus : 8 pneus

### 9.5.3 – Véhicules de remplacement

Le Titulaire s'engage à mettre à disposition des véhicules de remplacement au moins équivalents en cas d'immobilisation selon les conditions décrites ci-dessous, à minima. Il a la possibilité de proposer des durées supérieures dans mémoire technique qui représentent alors les durées contractuelles.

En cas de maintenance : le véhicule de remplacement est délivré en cas d'immobilisation supérieure à 24 heures.

En cas de panne mécanique, électrique ou électronique : le véhicule de remplacement est délivré pour la durée des réparations dans la limite de 10 jours.

En cas d'accident, d'incendie ou de destruction totale (épave) : le véhicule de remplacement est délivré pour la durée des réparations dans le cas d'un sinistre, dans la limite de 15 jours.

En cas de vol : le véhicule de remplacement est délivré jusqu'à découverte du véhicule volé dans la limite de 30 jours. Si le véhicule est retrouvé détérioré avant l'expiration du délai, le prêt est prolongé pour la durée des réparations sans que la durée totale (vol et réparations) puisse excéder 30 jours.

Ces remplacements ne donnent lieu à aucune indemnité supplémentaire.

### 9.6 – Restitution des véhicules

Le Titulaire doit informer les établissements concernés par ce marché, des échéances futures des contrats via le dispositif de gestion informatisée, ainsi que par courriel ou courrier recommandé avec accusé de réception six mois avant la date d'échéance du bon de commande.

Au terme de chaque contrat de location, le véhicule doit être restitué en bon état de marche et de propreté, compte tenu d'un taux d'usure maximum, selon les normes en vigueur définies par le Syndicat National des Loueurs de Voitures de Location Longue Durée (SNLVLD).

Les délai et lieu de restitution sont convenus entre le Titulaire et l'établissement concerné. Le Titulaire doit également communiquer systématiquement aux établissements les taux d'abattement appliqués sur les coûts de réparation.

Trente (30) jours calendaires avant la restitution du véhicule, le Titulaire s'engage à réaliser une visite de bilan du véhicule et à rédiger un rapport sur la remise en état de celui-ci.



Dans le cas où le véhicule est restitué en mauvais état de marche, le Titulaire applique une dépréciation correspondant à la différence entre l'état constaté au jour de la restitution et l'état standard. Cette dépréciation est calculée par l'application d'un abattement sur la valeur de réparation à dire d'expert. A cet effet, le Titulaire doit préciser dans son mémoire technique, son barème de dépréciation détaillé, sous peine de rejet de son offre. Il est à noter que la vétusté s'entend en fonction de la durée de location des véhicules. Plus cette durée est importante et plus la vétusté l'est également.

Le rapport, appuyé de la photo-expertise et transmis à l'établissement concerné dans un délai suffisamment court pour permettre à cet établissement de prendre les mesures nécessaires avant la restitution, comprend un devis exposant :

- Les indemnités kilométriques correspondant à un ajustement du couple durée/kilomètres ;
- Les frais de remise en état après application du barème de dépréciation joint au présent dossier de consultation

Une contre-expertise, à sa charge et avec un expert de son choix, peut être demandée par l'établissement concerné notamment lorsque le montant des réparations est supérieur à celui de la franchise de remise en état, ou lors d'un écart important entre l'état standard de restitution et l'état d'usure.

Le Titulaire adresse pour paiement la facture comprenant le relevé détaillé des frais de remise en état du véhicule, d'après le rapport de visite de bilan du véhicule et la contre-expertise du bilan réalisée après avis de l'établissement concerné. Cette facture est établie conformément aux dispositions du barème de dépréciation.

Concernant les kilomètres supplémentaires, le candidat précisera dans chaque marché subséquent le pourcentage admis ne donnant pas lieu à facturation.

Hormis ces frais liés à une usure anormale du véhicule, il ne pourra être facturé aucun autre frais de quelque nature que ce soit.

## Article 10 – Obligations spécifiques du titulaire dans le cadre des prestations de LLD

### 10.1 – Catalogue

Le loueur met à disposition de l'UGECAM PACA et Corse un catalogue tarifé des véhicules qu'il propose en LLD. Ce catalogue mentionne pour chaque véhicule proposé par le loueur :

- Le segment du véhicule et le nombre de places,
- Le couple durée/km,
- La marque et le type de véhicule,
- L'énergie et la motorisation,
- Le prix public et le prix remisé, comprenant les options de base et accessoires obligatoires,
- Le taux financier (%),
- La valeur résiduelle,

- Le loyer financier mensuel,
- Le forfait entretien,
- Les frais de gestion,
- Le loyer total mensuel,
- Le délai maximum de livraison à réception de commande. Les prix sont indiqués en euros HT et TTC. Ce catalogue est mis à jour tous les 3 (trois) mois.

## 10.2 – Transparence des devis

Chaque prestation de LLD fait l'objet d'un contrat pour une durée et un kilométrage. Préalablement à une LLD, le Titulaire doit inclure séparément dans sa proposition faite à l'UGECAM PACAC dans le cadre du marché subséquent ce qui relève du loyer mensuel (lequel inclut l'assistance, l'entretien et la maintenance) et les autres prestations éventuellement proposées à titre de PSEF.

## 10.3 – Transparence des éléments de calcul

Pour chaque cotation, il est indiqué : le pourcentage de remise, le prix catalogue du véhicule avec options, le taux financier et la valeur résiduelle prévue de fin de contrat conformément aux prix plafonds du BPU de l'accord-cadre. Le prix des options et des accessoires est lui aussi détaillé.

## 10.4 – Flexibilité des contrats

Le contrat initial conclu dans le cadre du marché subséquent est établi sur une durée pouvant aller de 12 à 48 mois et sur un kilométrage compris entre 15 000 km et jusqu'au kilométrage maximum proposé.

L'UGECAM PACA et Corse peut demander à tout moment la modification de la durée et/ou du kilométrage contractuel. Ces modifications sont gratuites et illimitées en nombre et conformes à la grille de flexibilité (cf. article 11.5 ci-dessous).

## 10.5 – Transparence des loyers

Pour chaque véhicule, le Titulaire fournit en plus de son offre une grille tarifaire de loyers ou grille de flexibilité. Cette grille est alors contractuelle.

Elle doit indiquer les différents loyers pour des durées de 12 mois à 48 mois et de 15 000 kilomètres jusqu'au kilométrage maximum (sur un pas de 3 mois en 3 mois) proposé (sur un pas de 5 000 km).

## 10.6 – Etablissement de la facture de fin de location

Une fois le véhicule restitué, le Titulaire constate la durée réelle de détention et le kilométrage réellement réalisé. Le réajustement est traité comme une modification de contrat.

Dans le cas d'une restitution à une durée et/ou un kilométrage entre deux pivots de la grille, le calcul du nouveau loyer est établi sur le pivot durée/kilométrage le plus favorable financièrement pour l'UGECAM PACA et Corse.

## Article 11 – Variante imposée

### Article 11.1 – Assurance

Il est demandé au titulaire de proposer une solution d'assurance et de gestion des sinistres des véhicules et de ce fait leur prise en charge. Ces solutions seront présentées dans le mémoire technique.

Deux types d'assurances peuvent être souscrites :

- Assurance tous risques ; couverture du vol, de l'incendie et des dommages liés aux intempéries. Le titulaire doit présenter les modalités de mise en œuvre de son assurance dans le mémoire technique et ce qui concerne le montant de la franchise accident/bris de glace, la garantie des effets personnels en cas de vol.
- Perte financière : solde permettant une indemnité intégrale de la valeur du véhicule.

Les différents types d'assurance doivent couvrir tous les véhicules de la flotte du titulaire, que ce soit ceux objet de la prestation de location longue durée ou ceux d'attente ou de remplacement et ce, dès leur livraison.

Il appartient au titulaire de déclarer les risques à assurer auprès de son assureur.

Les garanties souscrites dans le cadre de l'assurance doivent permettre de protéger les individus (conducteurs et passagers) ainsi que le véhicule et ses aménagements et équipements prévus par le constructeur.

Les dommages subis par les véhicules assurés au cours ou à l'occasion d'opérations de remorquage sont assurés au titre du contrat, dans les mêmes conditions.

Il appartient au titulaire de transmettre à l'établissement bénéficiaire les attestations d'assurance établies dans les conditions fixées aux articles R. 211-21-1 et suivants du code des assurances.

Les déclarations de sinistre sont effectuées par le gestionnaire du parc de l'établissement bénéficiaire, selon les modalités définies au MS, dans un délai de 10 jours à compter du sinistre.

Aucune déchéance ou réduction proportionnelle d'indemnité ne peut être invoquée pour déclaration tardive d'un sinistre.

Une fois le constat et la déclaration d'accident transmis, le titulaire prend en charge :

- La désignation d'un expert pour travaux
- La mise à disposition d'un véhicule de remplacement si besoin
- La facturation du garage
- Le remboursement par l'assurance
- La relance lorsque le véhicule est réparé.

## Article 11.2 – Entretien

### Variante 1 : Contrat d'entretien à minima des véhicules de chaque lot sur 5 ans

Le Soumissionnaire devra impérativement fournir avec son offre une proposition de contrat d'entretien à minima des véhicules proposés dans chaque lot sur une durée de 5 ans hors pneumatiques et carrosserie. Le kilométrage annuel prévisionnel des véhicules est indiqué en dernière colonne du DQE de chaque lot pour permettre une valorisation du contrat aisée.

Le contenu du détail du contrat d'entretien des véhicules à minima est à renseigner dans la partie de la question n° 4 du cadre de mémoire technique fourni par le pouvoir adjudicateur.

Le soumissionnaire fournira un exemplaire du contrat d'entretien à minima dans son offre.

L'UGECAM PACA & Corse se réserve le droit d'affermir ou pas cette variante. La précision sera apportée au soumissionnaire sur le bon de commande du marché subséquent.

### Variante 2 : Contrat d'entretien intégral des véhicules de chaque lot sur 5 ans avec extension de garantie constructeur

Le Soumissionnaire devra impérativement fournir avec son offre une proposition de contrat d'entretien intégral des véhicules proposés dans chaque lot sur une durée de 5 ans hors pneumatiques et Carrosserie avec extension de garantie constructeur. Le kilométrage annuel prévisionnel des véhicules est indiqué en dernière colonne du DQE de chaque lot pour permettre une valorisation du contrat aisée.

Le contenu du détail du contrat d'entretien des véhicules à minima est à renseigner dans la partie de la question n° 4 du cadre de mémoire technique fourni par le pouvoir adjudicateur.

Le soumissionnaire fournira un exemplaire du contrat d'entretien intégral dans son offre.

L'UGECAM PACA & Corse se réserve le droit d'affermir ou pas cette variante. La précision sera apportée au soumissionnaire sur le bon de commande du marché subséquent.

## Article 12 – Obligation de conseil

Le titulaire sera force de conseils et de propositions quant à la gestion et l'optimisation de la flotte automobile en location. Cette prestation de conseil s'effectuera pendant toute la durée du marché.

A ce titre, le titulaire présente, sous forme de rapport, au pouvoir adjudicateur toutes les observations et propositions qu'il juge utiles pour assurer la bonne exécution des prestations, objet du marché.

Notamment, avant le lancement de chaque marché subséquent, l'UGECAM PACA et Corse pourra faire appel à l'expertise du titulaire pour que ce dernier l'oriente vers les meilleurs choix économiques en termes de LLD ou achat.

## Article 13 – Désignation des responsables techniques par site

Etablissement	Adresse	Responsable	Coordonnées
Siège UGECAM PACA CORSE	42 boulevard de la Gaye 13 009 Marseille	LONG Jean-Baptiste	Tél : 04 88 22 87 56 <a href="mailto:jean-baptiste.long@ugecam.assurance-maladie.fr">jean-baptiste.long@ugecam.assurance-maladie.fr</a>
IUR Valmante Sud	42 boulevard de la Gaye 13 009 Marseille	LONG Jean-Baptiste	Tél : 04 88 22 87 56 <a href="mailto:jean-baptiste.long@ugecam.assurance-maladie.fr">jean-baptiste.long@ugecam.assurance-maladie.fr</a>
CSSR Valmante – Hôpital Européen Marseille	3 rue Melchior Guinot - 13 003 Marseille	LONG Jean-Baptiste	Tél : 04 88 22 87 56 <a href="mailto:jean-baptiste.long@ugecam.assurance-maladie.fr">jean-baptiste.long@ugecam.assurance-maladie.fr</a>
Centre Hélio-Marin à Vallauris	BP 169 - 06223 VALLAURIS CEDEX	TIXERONT Guy	Tél : 04 92 95 30 63 <a href="mailto:guy.tixeront@ugecam.assurance-maladie.fr">guy.tixeront@ugecam.assurance-maladie.fr</a>
Centre Médical Le Cousson à Dignes	Route de Nice - 04 000 Digne-les-Bains	DENIVET Sylvain	Tél : 04.92.30.82.05 <a href="mailto:sylvain.denivet@ugecam.assurance-maladie.fr">sylvain.denivet@ugecam.assurance-maladie.fr</a>
Centre Médical Rhône Azur à Briançon	2 avenue Adrien Daurel – 05 105 Briançon Cedex	MARIE Lauriane	Tél : 04.86.99.12.20 <a href="mailto:Lauriane.mariane@ugecam.assurance-maladie.fr">Lauriane.mariane@ugecam.assurance-maladie.fr</a>
Centre Médical Rhône Azur à Gap	Lieu dit les Aurouzes – Chemin des peupliers 05 000 Gap	MARIE Lauriane	Tél : 04.86.99.12.20 <a href="mailto:Lauriane.mariane@ugecam.assurance-maladie.fr">Lauriane.mariane@ugecam.assurance-maladie.fr</a>
CSSR Le Mylord à Carpentras	30 rond-point de l'amitié – 84 200 Carpentras	PARAYRE Claire	Tél : 04.88.84.70.18 <a href="mailto:Claire.parayre@ugecam.assurance-maladie.fr">Claire.parayre@ugecam.assurance-maladie.fr</a>
Centre de Coordination Rhône-Azur à Briançon	2 avenue Georges Pompidou – 05 100 Briançon	MARIE Laurianne	Tél : 04.86.99.12.20 <a href="mailto:Lauriane.mariane@ugecam.assurance-maladie.fr">Lauriane.mariane@ugecam.assurance-maladie.fr</a>
FAM Les Châtaigniers à Collobrières	Quartier de la Rode – 83 610 Collobrières	BONDOUX Mickaël	Tél : 04.93.58.49.44 <a href="mailto:Mickael.bondoux@ugecam.assurance-maladie.fr">Mickael.bondoux@ugecam.assurance-maladie.fr</a>
MAS La Source à Pignans	Grande rue – 83 790 Pignans	BONDOUX Mickaël	Tél : 04.93.58.49.44 <a href="mailto:Mickael.bondoux@ugecam.assurance-maladie.fr">Mickael.bondoux@ugecam.assurance-maladie.fr</a>
MAS LES COLLINES à Collobrières	Quartier de la Rode – 83 610 Collobrières	BONDOUX Mickaël	Tél : 04.93.58.49.44 <a href="mailto:Mickael.bondoux@ugecam.assurance-maladie.fr">Mickael.bondoux@ugecam.assurance-maladie.fr</a>

Secteur ENFANCE des établissements médicaux sociaux du var	759, Chemin de Camp Bourjas 83610 COLLOBRIERES	BONDOUX Mickaël	Tél : 04.93.58.49.44 <a href="mailto:Mickael.bondoux@ugecam.assurance-maladie.fr">Mickael.bondoux@ugecam.assurance-maladie.fr</a>
Institut Henri Wallon à Villeneuve-Loubet	Chemin des Hautes Ginestières – 06 270 Villeneuve Loubet	LEFAUCHEUR Mélanie	Tél : 04.92.02.53.75 <a href="mailto:Melanie.lefaucheur@ugecam.assurance-maladie.fr">Melanie.lefaucheur@ugecam.assurance-maladie.fr</a>
ITEP de Vosgelade à Vence	1028 chemin de Vosgelade – 06 140 Vence	LEFAUCHEUR Mélanie	Tél : 04.92.02.53.75 <a href="mailto:Melanie.lefaucheur@ugecam.assurance-maladie.fr">Melanie.lefaucheur@ugecam.assurance-maladie.fr</a>
Site Médico-Social le Coteau à la Gaude	Route de Saint Laurent du Var Le Plan du bois 06610 LA GAUDE	LEFAUCHEUR Mélanie	Tél : 04.92.02.53.75 <a href="mailto:Melanie.lefaucheur@ugecam.assurance-maladie.fr">Melanie.lefaucheur@ugecam.assurance-maladie.fr</a>
Samsah Valmante à Marseille	42 boulevard de la Gaye 13 009 Marseille	LONG Jean-Baptiste	Tél. : 04 88 22 87 56 Courriel : <a href="mailto:jean-baptiste.long@ugecam.assurance-maladie.fr">jean-baptiste.long@ugecam.assurance-maladie.fr</a>
Maison d'Accueil Spécialisée (MAS) à Bastia	Route d'Agliani 20200 BASTIA	Hary Christophe	Tél : 04.20.06.20.08 <a href="mailto:Christophe.hary@ugecam.assurance-maladie.fr">Christophe.hary@ugecam.assurance-maladie.fr</a>

Dans le cadre d'une éventuelle collaboration avec un autre établissement, l'UGECAM PACA et Corse se réserve la possibilité d'ajouter un site de livraison à Vence pour la passation des marchés subséquents.